

Մե՛րհաբա Իե՛նալնօ

«Տալտ լէ՛ս ա՛մի.ե.՛ս !»



Դէ՛ս նօւնվէլէ՛ս Ժ՛յ Կ՛ւրճիճտա՛ն !
19 - 26 նօւեմբը՛րէ 2015

#9

Depuis la ZAD de Notre-Dame-des-Landes, **Merhaba Hevalno** tente chaque semaine de résumer les infos sur internet à propos du Kurdistan, pour donner un aperçu de l'évolution de la situation là-bas.

Nos sources sont principalement des médias Kurdes qui publient en anglais et des sites en français qui s'intéressent à la question.

Le numéro 1 de Merhaba Hevalno donne un aperçu du contexte au Kurdistan et permet une meilleure compréhension des numéros suivants.

**Pour nous contacter ou nous
envoyer des retours :**

actukurdistan@riseup.net

Vous pouvez lire les précédents numéros sur :

<http://www.kedistan.net/category/brochures/merhaba-hevalno/>

1. L'ÉTAT TURC CONTINUE SA GUERRE CONTRE LE MOUVEMENT KURDE

★ La ville de Nusaybin sous couvre-feu du 13 au 26 novembre

Nusaybin (dans la province de Mardin), est sous couvre-feu depuis le 12 novembre ; au moment où on rédige cette revue de presse, cela fait 13 jours que le district est assiégé.

Selon le Conseil Démocratique Kurde de France (qui relaie les infos de IMCTV.com.tr), le 22 novembre : « Au 9ème jour du siège de Nusaybin, un civil a été tué par des tirs de grenade provenant d'un véhicule blindé. Cela porte à 8 le nombre de personnes tuées à Nusaybin [...] depuis l'instauration du couvre-feu ».



Au bout du 13ème jour, « la population est descendue dans la rue pour protester contre la terreur et l'assaut menés par les forces de l'état turc ». En s'adressant à l'ANF, le co-maire Cengiz Kök a insisté sur le fait que l'offensive à Nusaybin n'avait aucune base légale ou humanitaire. Il a ajouté : « *Une ville de 115.000 habitants est maintenue en captivité depuis 13 jours comme on ne l'a jamais vu auparavant. Ça suffit maintenant. Nous soutiendrons les nôtres qui descendent dans la rue pour dire stop à ces* »

atrocités. »¹ La police a attaqué la population qui affluait dans les rues.²

Quatre députés HDP ont commencé une grève de la faim le 18 novembre pour attirer l'attention sur la situation à Nusaybin. La grève de la faim a lieu dans une station d'essence proche du district, étant donné que l'accès au district est bloqué par les forces de l'État.³

★ À Gever (Yuksekoa), dans la province de Hakkari deux jeunes ont été tués.

« Depuis le 20 novembre, les forces de sécurité turques font le siège de la ville et y mènent des opérations d'une violence extrême. Dans le centre de la ville où toutes les entrées et sorties sont empêchées, le courant électrique, ainsi que les lignes de téléphone et la connexion internet ont été coupés » selon le CDKF.

★ Silvan après le couvre-feu

On peut lire sur le site de l'Institut Kurde de Paris⁴, un article intitulé « Turquie: après douze jours de combats et de couvre-feu, Silvan panse ses plaies ». On y trouve plusieurs témoignages d'habitant.e.s de Silvan et permet de comprendre en partie la situation et l'état d'esprit actuel.

« Silvan (Turquie), 20 nov 2015 (AFP) — Lorsque les combats ont éclaté à Silvan au début du mois, Sahin Dönmez a fui avec sa famille, sans se retourner. "Voilà", soupire-t-il au milieu de son salon calciné, *"le fruit de quarante années de labeur parti en fumée"*.

Comme les Dönmez, de nombreux habitants du quartier de Mescit à Silvan, dans le sud-est à majorité kurde de la Turquie, ont tout perdu ou presque lors des récents combats qui y ont opposé jeunes Kurdes et forces de sécurité turques.

Pendant douze jours, les chars de l'armée et les tireurs d'élite de la police

1 <http://anfenglish.com/kurdistan/people-in-curfewed-nusaybin-take-to-the-streets-to-protest-state-terror>

2 <http://jinha.com.tr/en/ALL-NEWS/content/view/37104>

3 <http://anfenglish.com/kurdistan/fourth-day-of-hunger-strike-by-hdp-deputies-for-nusaybin>

4 <http://www.institutkurde.org/info/depeches/turquie-apres-douze-jours-de-combats-et-de-couvre-feu-silvan-panse-ses-plai-6983.html>

antiterroriste ont traqué les combattants de la Jeunesse patriotique révolutionnaire (YDG-H), proches du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) dans trois quartiers de la ville, soumis par les autorités locales à un strict couvre-feu.

Le bilan est lourd. Au moins 10 personnes tuées, selon le gouvernorat de la province de Diyarbakir : un officier de l'armée, deux policiers, deux civils et cinq combattants kurdes.

Dans les quartiers visés, les dégâts sont considérables. Nedret Yakan, 35 ans, contemple la vitrine édentée de son salon de coiffure, miroirs brisés, meubles fracassés. Son estimation des dégâts ? *"Vingt ans de ma vie"*, dit-elle, *"anéantis en quelques jours"*. [...]

Derrière le désarroi de la population, largement acquise à la cause rebelle, la colère contre le gouvernement turc n'est jamais loin. Sur les murs des maisons, certains slogans sont vécus comme des provocations. *"L'État est là"*, proclame l'un d'eux.

"Ces jeunes qui érigent des barricades sont en colère à cause de la politique violente du gouvernement", a justifié jeudi devant la presse la coprésidente du Parti démocratique des peuples (HDP, prokurde), Figen Yüksekdag. *"Il faut reprendre le processus de paix, c'est la seule façon de résoudre le problème"*. [...]



Dans le quartier de Mescit, la vie a peu à peu repris. Des ouvriers s'activent à rétablir le réseau électrique, les femmes se pressent pour refaire le plein de vivres. Dans les rues, les blindés de la police surveillent le démantèlement des dernières barricades.

"Une nouvelle maison, une nouvelle vie. On va essayer", marmonne Sahin Dönmez. Nedret, elle, a envoyé ses enfants chez des proches à Istanbul. "Si on m'aide à réparer ma boutique, je pourrais reprendre mon travail", dit-elle. "Seule, je n'y arriverai pas, je ne peux pas lui donner vingt autres années de ma vie" ».

★ À Sûr, les femmes s'auto-organise face à la police

Des femmes de Sûr, district de Diyarbakir, où des attaques menées par les forces de sécurité turques ont tué neuf personnes ces derniers mois, ont déclaré leur intention de prendre part à l'auto-défense du quartier, annonçant que *« ce sera des femmes Kurdes qui détruisent le pouvoir de l'AKP »* [...] Şerife, qui a défendu sa maison des attaques de l'État ces trois derniers mois, a expliqué son expérience dans le quartier : *« Dès que la police entre dans notre quartier, on se met en action. Ils ont déjà torturé nos enfants juste devant nos yeux. Ils pouvaient fracasser nos portes et entrer dans nos maisons. Ils pouvaient monter sur nos toits pour y placer leurs snipers. On a décidé ensemble de prendre les armes contre tout ça. Le président et le premier ministre disent que le PKK est ici, alors que le PKK n'est pas à Sûr, il n'y a que la population. On se défend nous-même et nos enfants dans nos propres quartiers. Nous sommes le peuple, et c'est nous uniquement qui construisons ces positions. Nous n'avons pas peur de la mort, nous n'avons rien à perdre. »*⁵

25 novembre : Journée mondiale de l'élimination des violences contre les femmes

À Diyarbakir, le KJA (Congrès des femmes indépendantes) a appelé à manifester le 25 novembre, pour protester entre autre contre le meurtre de Selemat Yeşilmen, tuée par la police pendant le couvre-feu de Nusaybin.

Les prisonnières du PAJK (Parti des femmes libres du Kurdistan) ont de leur côté fait une déclaration pour le 25 novembre, appelant les femmes à atteindre l'autonomie, à s'autodéfendre et à continuer leur lutte.

★La guerre des cercueils, épisode combien ?

Cette semaine c'est une bonne nouvelle qu'on peut lire sur kedistan.fr⁶ :

« Les parents d'Aziz Güler ont enfin pu récupérer la dépouille de leur fils, au bout de deux mois d'attente. Aziz était mort le 21 septembre, à Kobanê, en combattant Daech. [...]

Son passage était bloqué par l'administration turque sous le prétexte suivant : 'Suite à la décision du conseil des Ministres, aucune dépouille en provenance du Rojava ne peut être acceptée'.

Pourtant d'autres cas de figure démentaient l'application de cette décision.

Par exemple, le corps de Burak Yavuz, combattant affilié à Daech, mort lors d'une attaque aérienne russe à Alep, avait été transféré en Turquie sans aucun problème et son décès qualifié de 'martyr' avait été relayé largement par certains médias, notamment par Milliyet, quotidien nationaliste, qui, suite aux réactions avait retiré l'article concerné de son site Internet et publié des excuses pour 'erreur de frappe'. [...]

Ces décisions à la marge, dites d'apaisement, sont davantage destinées à répondre aux quelques 'exigences' de façade de la dite communauté internationale qui voudrait bien pouvoir justifier la place de la Turquie dans 'sa' coalition contre Daech, sans avoir en permanence à justifier à côté les incohérences ».

★Le rôle de l'état turc dans l'assassinat d'un journaliste

Alors que ces derniers mois on a beaucoup parlé du sort réservé aux journalistes par l'Etat turc (pressions, censure, arrestations, condamnations, prison, tabassages), le site kedistan.net nous rappelle un épisode de 2007 : l'assassinat d'Hrant Dink et l'implication des services turc dans l'affaire.

<https://rojavareport.wordpress.com/2015/11/13/diyarbakir-becoming-kobane/>

6 <http://www.kedistan.net/2015/11/20/17546/>

« L'enquête sur l'assassinat du chroniqueur en chef du journal Agos, Hrant Dink, conduite par Gökalp Kökçü, Procureur de République à Istanbul, aboutit à des constats mettant concrètement à jour la responsabilité de l'Etat. Hrant, auteur et journaliste d'origine arménienne, avait été assassiné le 19 janvier 2007, par Ogün Samast, un nationaliste turc de 17 ans, originaire de Trabzon, devant les locaux de son journal Agos à Istanbul .

[...] De nombreux éléments témoignent de l'activité des services de renseignement turcs dans l'affaire, par exemple le jour des faits « Samast (l'assassin) était suivi par 6 fonctionnaires de renseignements en civil.

[...] Tout porte donc à croire que les services de renseignements turcs n'ignoraient pas grand chose des projets de l'assassin de Hrant Dink et qu'ils en furent témoins. La justice ira-t-elle jusqu'au bout, à l'heure où l'Etat profond est au centre de toutes les interrogations sur les attentats ? »⁷.

★Six ans de prison pour un député HDP accusé d'« appartenance à une organisation terroriste »

À la question « Quelles sont les suites des élections du 1er novembre? », on peut répondre « la prison ». Voilà ce qu'en dit à ce sujet l'Agence France Presse :

« Istanbul, 20 nov 2015 (AFP) — La justice turque a condamné vendredi à six ans et trois mois de prison, pour appartenance à une "organisation terroriste", un député du principal parti prokurde du pays, élu au début du mois au Parlement, a rapporté la presse locale.

Au terme d'un long procès, un tribunal de Van (est) a jugé Lezgin Botan, membre du Parti démocratique des peuples (HDP), **coupable de faire partie de l'Union des communautés du Kurdistan (KCK)**, qui regroupe tous les mouvements de la rébellion du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), a précisé l'agence de presse Dogan.

Elu lors du scrutin législatif du 1er novembre, remporté haut la main par le parti du président islamo-conservateur Recep Tayyip Erdogan, ce député avait prêté serment mardi.

⁷ <http://www.kedistan.net/2015/11/21/assassinat-de-hrant-dink-etat-responsable/>

Un ancien député du même parti et quatre membres d'un syndicat d'enseignants ont été condamnés à la même peine et deux autres accusés acquittés, selon Dogan »⁸.

★ Tentative d'assassinat de Demirtas, président du HDP

« Le président du parti d'opposition pro-kurde HDP, Selahattin Demirtas, est sorti indemne d'un tir contre sa voiture, dimanche soir, alors qu'il circulait dans la ville de Diyarbakir, dans le sud-est du pays.

Ce n'est pas la première tentative d'assassinat visant Selahattin Demirtas puisqu'une double explosion de colis piégés, à quelques mètres de la scène où il s'apprêtait à prendre la parole lors d'un meeting à Diyarbakir, 48 heures avant le scrutin législatif du 7 juin dernier, avait déjà été interprétée comme une attaque le visant personnellement »⁹.

2. LES KURDES FACE À DAECH, L'ÉTAT TURC ET LA « COALITION INTERNATIONALE CONTRE DAECH »

Depuis les attentats de Paris, de nombreux gouvernements ont fait des déclarations de guerre à Daech. Mais quelle est la réalité sur le terrain ? Quelle place a le mouvement kurde dans ce champ de bataille géostratégiques dont parlent beaucoup d'opportunistes ?

★ L'Etat français vote les bombardements en Syrie

En France, des politiques comme Valls ou Fillon se battent pour être sur le podium des défenseur de l'humanité, et font pour cela des déclarations de soutien aux kurdes.

8 <http://www.institutkurde.org/info/depeches/-6984.html>

9 http://www.rfi.fr/europe/20151123-turquie-voiture-president-parti-kurde-hdp-visee-tir-demirtas-selahattin?ns_campaign=reseaux_sociaux&ns_source=FB&ns_mchannel=social&ns_linkname=editorial&aef_campaign_ref=partage_user&aef_campaign_date=2015-11-23

Voilà ce que Valls a déclaré devant l'Assemblée nationale : « Le "front mondial" contre l'EI doit "apporter tout son soutien à ceux qui se battent contre les troupes de l'Etat islamique, c'est-à-dire notamment les Kurdes, combattants valeureux que nous soutenons, et les groupes de l'opposition syrienne modérée »¹⁰.

Tout en rappelant bien sûr qu'il s'agit de se battre contre « toutes les organisations terroristes ». Tout cela paraît donc être du blabla alors que le PKK reste sur la liste des organisations terroristes pour l'Etat français. Et il faut préciser que cette déclaration de Valls est une réponse à François Fillon (Les Républicains) qui parlait quelques jours plus tôt d'appuyer les Kurdes mais aussi le Hezbollah et l'armée régulière syrienne (ASL), deux organisations avec lesquelles Valls refuse toute coopération.



On peut lire sur kedistan.net une analyse de ces déclarations :

« Ça fait penser à cette pub où on voit un type choisir des trucs pour la révision de sa bagnole via une application internet, et au mécano qui range, qui reprend et qui re-range au fil des hésitations du gars. Pour rappel, une 'fuite' qui était venue de l'Etat Major français et avait

10 <http://www.institutkurde.org/info/depeches/valls-la-coalition-contre-l-ei-doit-s-appuyer-sur-les-kurdes-pas-le-hezbollah-6993.html>

atterri au canard enchaîné disait en juin que tout un travail d'aide logistique et militaire aux combattants kurdes venait d'être anéanti par une décision de Hollande suite au soutien qu'il apportait désormais à Erdogan, devenu 'l'allié incontournable contre Daesh'. Exit en juin l'aide aux combattants du Rojava, et perte de 'précieuses sources de renseignement de terrain' disaient les militaires. Depuis, on a vu comment l'allié indéfectible avait utilisé son permis de chasse.

Le tir aux avions russes aurait soudain réveillé quelque part un diplomate en poste à Ankara ?je persiste pourtant à penser qu'il y a là un début de retour à la politique antérieure pourtant. Il y a fort à parier qu'Erdogan a un peu trop tiré sur la ficelle concernant le chantage aux réfugiés syriens. Dans l'immédiat, ce qui est sûr, c'est que les combattants face à Daech ne combattent pas par procuration pour les intérêts des puissances régionales ou des grands impérialismes. Ils vivent sur leur terre, et entendent y rester, pour eux mêmes. Le Rojava en est l'illustration, et tous les revirements opportunistes ou verbaux du gouvernement français ne doivent pas nous le faire oublier. »¹¹.

★Une coalition aux intérêts contradictoires

La précédente citation de kedistan.net faisait référence à un « tir aux avions russes ». Les faits : mercredi 25 novembre l'armée turque a tiré sur un avion russe qui survolait momentanément son territoire.

Le site d'ANF raconte : « L'État turc, qui a descendu un avion russe qui avait soit-disant violé son espace aérien pendant 17 secondes, est lui-même en train de conduire de plus en plus d'attaques aériennes contre les Medya Defense Zones tenues par le PKK dans le Kurdistan sud, au nord de l'Irak, et d'attaques d'artillerie contre le Kurdistan ouest (Rojava) dans le nord de la Syrie, les deux constituant une violation évidente des frontières.

Les troupes de l'armée syrienne ont apparemment secouru un des deux pilotes de l'avion russe descendu par la Turquie à la frontière syrienne hier »¹².

11 <http://www.kedistan.net/2015/11/26/les-kurdes-objet-d-attention-ou-alibi/>

12 <http://anfenglish.com/news/a-pilot-of-the-downed-russian-jet-rescued>

Cet épisode prouve de nouveau la position ambiguë de l'Etat turque dans cette « coalition contre Daech ». Encore une fois le site kedistan.net nous offre une analyse :

« Erdogan a autorisé ses forces militaires à abattre un avion russe. Tout le monde vous dira qu'Erdogan est assez mécontent depuis quelques mois des 'cibles' choisies par Poutine en Syrie qui se trouvent être la mouvance très composite, réunissant de bric et de broc des combattants anti Bachar plutôt Sunnites, religieux, anti kurdes et parfois transfuges de l'armée libre avec armes et bagages. Ces chouchous d'Erdogan jouent la carte de la division de l'opposition syrienne, en même temps qu'ils restent alliés de la Turquie et utiles pour ses intérêts en Syrie. Il y a dans leurs rangs des 'djihadistes' que Bachar avait lui même relâché contre son opposition il y a quelques années, pour simplifier les choses.

La réalité, c'est celle du paysage d'après Bush, assumé par personne, des vols de vautours pour se partager les restes de la dépouille, de la part des puissances impérialistes et 'régionales', fort embarrassées pour contenir ce qu'elles ont toutes contribué à faire naître, le cancer Daech.

Eux parlent d'intérêts de puissances, d'opposition de blocs, d'incohérences de la coalition, de financements contradictoires, comme s'il s'agissait d'un jeu de Monopoly, sans un instant désigner le système mondial qui fixe les règles du jeu. Ce qu'il ne faut pas oublier, c'est que cette 'guerre' par procuration, ne fait même pas l'inventaire complet de tous les contentieux historiques passés, et que durant cet inventaire, 'la vente continue'. Prise entre le business, les appétits géopolitiques des uns et des autres, les contentieux, la coalition anti Daech a peu de chances de sortir autrement que comme un jeu d'alliances entre effets d'aubaine et opportunistes. Elle se fera bien sûr contre les combattants Kurdes et l'opposition démocratique syrienne. Ne parlons même pas de ce qui n'existe plus en Irak, ni de l'opposition iranienne»¹³.

Pour mieux comprendre les intérêts contradictoires de cette « coalition », il faut aussi avoir en tête les intérêts économiques. Le business du pétrole l'illustre bien :

13 <http://www.kedistan.net/2015/11/24/pan-dans-la-coalition/>

« Les champs pétrolifères et les installations n'appartiendraient pas à Daech, mais serait momentanément monopolisées par lui. En clair, les actionnaires privés ne seraient pas favorables à ce que cela soit pris pour cible, et risqueraient bien de se retourner contre les auteurs de bombardements en cas de destruction. Ça, c'est en plus du fait qu'on a pas encore réussi à comprendre comment ils nous livrent à notre insu » peut-on lire sur kedistan.net¹⁴. Pourquoi les bombardements ne ciblent pas ces gisements qui sont le fond de commerce indispensable pour Daech ? Parce que les actionnaires de Total et compagnie pourraient demander des comptes aux armées responsables de la destruction... parce que le pétrole bradé par Daech inonde le marché international.

★ « La Turquie pourrait couper les filières de ravitaillement de l'Etat Islamique, pourquoi ne veut-elle pas le faire ? »¹⁵

Le titre de cette partie est celui d'un texte de David Graeber publié dans le journal britannique *The Guardian* le 18 novembre, que nous reproduisons dans son intégralité parce qu'il offre des clés de compréhension et d'analyse :

« Au lendemain des attentats meurtriers de Paris, nous pouvons attendre des chefs d'État occidentaux qu'ils fassent ce qu'ils font toujours en de telles circonstances : déclarer une guerre totale et permanente à ceux qui les ont commandités. Ils ne le souhaitent pas vraiment. Ils ont les moyens d'éradiquer et de détruire l'État Islamique depuis plus d'un an déjà. Ils ont tout simplement refusé de se servir de ces moyens. De fait, alors que le monde entendait les dirigeants proclamer leur implacable résolution lors du sommet du G20 à Antalya, ces mêmes dirigeants fricotent avec le président Turc, Recep Tayyip Erdoğan, un homme dont la politique, les décisions économiques, et même le soutien militaire contribuent

14 <http://www.kedistan.net/2015/11/23/turquie-daech-le-cordon-protège/>

15 <http://www.nuitetjour.xyz/nuitetjourfree/2015/11/22/la-turquie-pourrait-couper-les-filieres-de-ravitaillement-de-ltat-islamique-pourquoi-ne-le-fait-elle-pas->

ouvertement à permettre à l'ISIS de perpétrer les atrocités de Paris, sans mentionner le flux incessant de leurs atrocités au Moyen-Orient même.



Comment l'ISIS pourrait-il être éliminé? Dans la région, tout le monde le sait. Il suffirait de libérer les forces principalement kurdes de l'YPG (parti de l'Union Démocratique) en Syrie, et la guérilla du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) en Irak et en Turquie. Celles-ci sont, actuellement, les principales forces combattant l'ISIS sur le terrain. Elles se sont avérées extraordinairement efficaces sur le plan militaire, et s'opposent en tout à l'idéologie réactionnaire de l'ISIS.

Mais au lieu de cela, les territoires contrôlés par l'YPG en Syrie se retrouvent placés sous un embargo total par la Turquie, et les forces du PKK subissent le bombardement incessant de l'aviation turque. Non seulement Erdoğan a fait tout ce qui était en son pouvoir pour affaiblir les seules forces s'attaquant effectivement à l'ISIS ; mais en plus il y a de nombreuses preuves qui permettent d'affirmer que son gouvernement aide, au moins tacitement, l'État islamique lui-même.

Cela peut sembler outrancier de suggérer qu'un membre de l'OTAN comme la Turquie soutiendrait de quelque façon que ce soit une organisation qui assassine de sang-froid des citoyens occidentaux. Un peu comme si un membre de l'OTAN soutenait Al Qaïda. Mais il y a des raisons de croire que le gouvernement d'Erdoğan soutient également la branche syrienne d'Al-Qaïda (Jahbat Al Nusra), ainsi qu'un certain nombre de groupes rebelles partageant son idéologie islamiste

conservatrice. L'institut pour l'étude des droits humains de l'université de Columbia a compilé une longue liste de preuves du soutien que la Turquie fournit à l'ISIS en Syrie.

Et puis, il y a les positions officielles d'Erdoğan. En août dernier, l'YPG, revigoré par ses victoires de Kobane et de Gire Spi, était sur le point de s'emparer de Jarablus, la dernière ville que contrôlait l'ISIS sur la frontière turque, que l'organisation terroriste utilisait comme point de ravitaillement, pour sa capitale Raqqa, en armes, matériel, et recrues — les filières de ravitaillement de l'ISIS passent directement par la Turquie.

Des observateurs avaient prédit qu'une fois Jarablus reprise, Raqqa tomberait rapidement. Erdoğan a réagi en déclarant que Jarablus constituait une « ligne rouge » ; si les Kurdes attaquaient, ses forces interviendraient militairement — contre l'YPG. Jarablus reste à ce jour aux mains des terroristes, de facto sous protection militaire turque.

Comment Erdoğan a-t-il réussi à justifier cela? Principalement en déclarant que ceux qui combattaient l'ISIS étaient des 'terroristes' eux-mêmes. Il est vrai que le PKK a par le passé mené une guérilla parfois sale contre la Turquie, dans les années 1990, ce qui l'a placé sur la liste internationale des organisations terroristes. Cependant, ces 10 dernières années, il a complètement changé de stratégie, renoncé au séparatisme et adopté une politique stricte de ne jamais s'en prendre aux civils. Le PKK est à l'origine du sauvetage de milliers de civils yézidis, menacés de génocide par l'ISIS en 2014, et son organisation jumelle, l'YPG, de la protection de communautés chrétiennes en Syrie aussi. Leur stratégie vise à poursuivre le dialogue de paix avec le gouvernement, tout en encourageant l'autonomie démocratique locale dans les zones kurdes sous l'égide du HDP, au départ un parti politique nationaliste, qui s'est réinventé comme voix de la gauche démocratique panturque.

Ils se sont avérés extraordinairement efficaces sur le plan militaire, et en adoptant les principes d'une démocratie de base et des droits des femmes, s'opposent en tout point à l'idéologie réactionnaire de l'ISIS. En juin dernier, le succès du HDP dans les urnes a empêché Erdoğan d'obtenir la majorité parlementaire. La réponse d'Erdoğan fut ingénieuse. Il a appelé à de nouvelles élections, déclarant qu'il allait 'entrer en

guerre' contre ISIS, a effectué une seule attaque symbolique contre eux, puis a déployé la totalité de ses forces armées contre les forces du PKK en Turquie et en Irak, tout en accusant le HDP de « soutenir des terroristes » pour leur association avec eux.

S'ensuivit une sanglante série d'attentats à la bombe, en Turquie — dans les villes de Diyarbakir, Suruc, et enfin, Ankara — des attentats attribués à ISIS mais qui, pour quelque mystérieuse raison, ne semblaient cibler que des activistes associés au HDP. Les victimes ont signalé à de nombreuses reprises que la police empêchait les ambulances d'évacuer les blessés, ou s'attaquait même aux rescapés à coups de gaz lacrymogènes.

En conséquence, le HDP a abandonné jusqu'à la tenue de rassemblements politiques lors des semaines qui précédaient les nouvelles élections de novembre par peur de meurtres en masse, et suffisamment d'électeurs du HDP ne sont pas allés voter pour assurer une majorité parlementaire au parti d'Erdoğan.

La nature exacte de la relation entre le gouvernement d'Erdoğan et l'ISIS peut faire l'objet de débats ; mais nous pouvons être certains de plusieurs choses. Si la Turquie avait établi contre les territoires de l'ISIS le même genre de blocus qu'elle a mis en place sur les parties de la Syrie tenues par les Kurdes, ou fait preuve envers le PKK et l'YPG de la même 'indifférence bienveillante' dont elle a fait preuve envers l'ISIS, ce « califat » maculé de sang se serait depuis longtemps effondré — et les attentats de Paris auraient peut-être pu être évités. Et si la Turquie faisait cela aujourd'hui, ISIS s'effondrerait probablement en quelques mois. Et pourtant, a-t-on vu un seul dirigeant occidental exiger cela d'Erdoğan ?

La prochaine fois que vous entendrez un de ces politiciens déclarer qu'il est nécessaire de restreindre les libertés civiles ou les droits des migrants en raison de la nécessité absolue d'une 'guerre' contre le terrorisme, pensez à tout cela. Leur résolution est tout aussi 'absolue' qu'elle est politiquement confortable. La Turquie, après tout, est un 'allié stratégique'. Donc, après leurs déclarations, ils sont sans doute allés partager une tasse de thé amicale avec l'homme qui permet à l'ISIS de continuer à exister.

David Graeber. Traduit par Nicolas Casaux

★ Auto-organisation au Rojava (Kurdistan en Syrie)

Comment une commune devient autonome?

Les co-représentant.e.s des communes dans le quartier Salihye à Heskê ont été formée.e.s à l'administration autonome démocratique.

Sur demande de l'Assemblée de Quartier de Salihye, le Centre Nûrî Dêrsimî a organisé cette formation pour les 48 co-représentant.e.s des communes récemment établies dans le quartier. Le programme, qui a duré 6 jours, comprenait des cours sur l'histoire du Kurdistan, sur les valeurs culturelles et morales, sur l'histoire des femmes, et sur le rôle des communes et assemblées dans l'autonomie démocratique.¹⁶

À Amude, dans le canton de Cezire, des centaines de femmes ont manifesté le 25 novembre pour la journée internationale pour l'élimination de la violence contre les femmes¹⁷.

★ Au Kurdistan en Irak

Le président Barzani, en pleine crise de légitimité ces derniers mois, veut sa part du gâteau. Nous avons déjà parler dans les précédents *Merhaba Hevalno* de ses relations avec les Etats-Unis, de son alliance avec la Turquie contre le PKK, etc..

Cette semaine, on pouvait lire une interview de lui dans le JDD¹⁸

Il se met en scène en tant que guerrier.

Barzani joue constamment la carte du kurde respectable. A l'heure où de nombreux gouvernements affirment leur détermination à combattre Daech en soutenant les kurdes, il veut sa part du gâteau. « Il veut des armes » titre le journal. Est-il utile de rappeler ce que sont devenus les armes des peshmergas ? Elles ont été abandonnées à Daech par une

16 <http://en.hawarnews.com/commune-co-heads-trained-for-more-efficient-works/>

17 <http://jinha.com.tr/en/ALL-NEWS/content/view/37104>

18 <http://www.lejdd.fr/International/Moyen-Orient/Le-president-du-Kurdistan-irakien-Nous-voulons-davantage-d-armes-760851>

armée en déroute, sûrement pas payée assez cher pour affronter l'assaut.

Aujourd'hui Barzani parle de libérer la ville de Mossoul voire d'aller jusqu'à Raqqa. « Dans le cadre d'une coalition internationale puissante, il est possible que les Peshmerga fassent également partie des forces qui libéreront la ville de Raqqa » dit-il.



SOMMAIRE :

1.L'ÉTAT TURC CONTINUE SA GUERRE CONTRE LE MOUVEMENT KURDE

- ★ La ville de Nusaybin sous couvre-feu du 13 au 26 novembre
- ★ À Gever (Yuksekoa), dans la province de Hakkari deux jeunes
ont été tués.
 - ★ Silvan après le couvre-feu
 - ★ À Sûr, les femmes s'auto-organise face à la police
 - ★ La guerre des cercueils, épisode combien ?
 - ★ Le rôle de l'état turc dans l'assassinat d'un journaliste
 - ★ Six ans de prison pour un député HDP accusé d'« appartenance
à une organisation terroriste »
 - ★ Tentative d'assassinat de Demirtas, président du HDP

2.LES KURDES FACE À DAECH, L'ÉTAT TURC ET LA « COALITION INTERNATIONALE CONTRE DAECH »

- ★ L'Etat français vote les bombardements en Syrie
 - ★ Une coalition aux intérêts contradictoires
- ★ « La Turquie pourrait couper les filières de ravitaillement de
l'Etat Islamique, pourquoi ne veut-elle pas le faire ?
 - ★ Auto-organisation au Rojava (Kurdistan en Syrie)
 - ★ Au Kurdistan en Irak